

Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des
transports

78-2025-03-17-00002

arrêté portant mise en demeure de la société
France Plastique Recyclage exploitant une
installation de recyclage de bouteilles en
plastique à Limay (78520) 465 route des Prés de
la Mer - Installations Classées pour la Protection
de l'Environnement

ARRÊTÉ
portant mise en demeure
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Société France Plastique Recyclage exploitant une installation
de recyclage de bouteilles en plastiques

LE PRÉFET DES YVELINES
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

Vu le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

VU le décret du 7 février 2024 portant nomination de Monsieur Frédéric ROSE en qualité de Préfet des Yvelines ;

Vu l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°2014185-0006 du 4 juillet 2014 relatif aux conditions d'exploitation par la société FRANCE PLASTIQUE RECYCLAGE des installations situées à Limay (78520) 465 route des Près de la Mer Zone portuaire ;

VU l'arrêté 78-2024-03-04-00014 du 4 mars 2024 du Préfet des Yvelines portant délégation de signature à Madame Emmanuelle GAY, Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

VU la décision DRIEAT-IDF n° 2025-0106 du 27 janvier 2025 portant subdélégation de signature du préfet des Yvelines ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2014185-0006 du le 4 juillet 2014 relatif à l'exploitation par la société France Plastiques Recyclage d'une installation de recyclage de bouteilles plastiques sise 465 route des Près de la Mer sur la commune de Limay (78520) ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement établi à la suite de la visite d'inspection du 23 mars 2023 ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement établi à la suite de la visite d'inspection du 10 janvier 2025 ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement mentionné ci-dessus et le projet d'arrêté de mise en demeure transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 05 février 2025, notifié le 10 février 2025, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le courrier du 25 février 2025 de l'exploitant transmettant ses observations sur le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure ;

Vu le rapport d'expertise ATEX n°2205EN1D1000024 du 20 février 2023 de la société SOCOTEC Environnement ;

Vu le rapport de contrôle des rejets atmosphériques n°134139236-001-1 du 18 septembre 2024 de la société APAVE ;

Vu le rapport n°2205EN1D1000024 du 20 février 2023 de la société SOCOTEC Environnement ;

Considérant que lors de la visite en date du 10 janvier 2025, l'inspecteur de l'environnement a constaté l'absence des éléments démontrant que les zones à risques d'explosion sont équipées de moyens de

sécurité permettant d'éviter la formation d'atmosphères explosives ou inflammables, et d'empêcher l'apparition de sources d'énergie susceptibles de déclencher une explosion ;

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 7.2.3.1. de l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2014 susvisé ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du 10 janvier 2025, l'inspecteur de l'environnement a constaté le non-respect des concentrations maximales en COV pour les rejets atmosphériques de l'installation en plusieurs points de rejets, avec des dépassements relevés dans le rapport de contrôle des rejets atmosphériques susvisé de plus de 1 427 % (458 mg/Nm³ au lieu de 30 mg/Nm³ maximum).

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 3.2.4.3 de l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2014 susvisé ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du 10 janvier 2025, l'inspecteur de l'environnement a constaté que l'exploitant avait procédé à des modifications de son installation sans les porter à la connaissance du Préfet avant leur réalisation ;

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 1.7.1. de l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2014 susvisé ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du 10 janvier 2025, l'inspecteur de l'environnement a constaté des dépassements, relevés dans le rapport de contrôle des rejets aqueux susvisé, pour les rejets en eaux résiduaires de l'installation. Ces dépassements concernant la température (30,8 °C au lieu de 30 °C maximum) et le débit journalier (446 mg/Nm³ au lieu de 340 mg/Nm³ maximum) des eaux résiduaires.

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions des articles 4.3.7. et 4.3.9. de l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2014 susvisé ;

Considérant les observations de l'exploitant, dans le délai imparti de quinze jours, sur le projet d'arrêté qui lui a été notifié le 10 février 2025, demandant un délai supplémentaire de 3 mois par rapport au délai initialement prévu de 2 mois pour le respect des dispositions de l'article 1^{er} du présent arrêté, hormis la transmission du registre de traçage des vérifications périodiques liées à la maîtrise du risque ATEX relatif aux documents exigés au chapitre 4.2 "Gestion du risque ATEX" du rapport de la société SOCOTEC Environnement sus-cité, et que cette demande est motivée par la charge de travail représentée par les vérifications à réaliser sur les équipements et la mise à jour du plan de zonage ;

Considérant les observations de l'exploitant, dans le délai imparti de quinze jours, sur le projet d'arrêté qui lui a été notifié le 10 février 2025, demandant un délai supplémentaire de 2 mois par rapport au délai initialement prévu d'un mois pour le respect des dispositions de l'article 2 du présent arrêté, dans le cas où les résultats d'analyses des rejets atmosphériques seraient non-conformes, et que cette demande est motivée par la nécessité de mettre en place des actions correctives en cas de résultats non-conformes ;

Considérant les observations de l'exploitant, dans le délai imparti de quinze jours, sur le projet d'arrêté qui lui a été notifié le 10 février 2025, demandant un délai supplémentaire de 3 mois pour le respect des dispositions de l'article 3 du présent arrêté, et que cette demande est motivée par le délai estimé par le bureau d'étude accompagnant l'exploitant dans la rédaction des éléments complémentaires du dossier de demande d'autorisation environnementale ;

Considérant que compte tenu des observations de l'exploitant mais également du temps déjà écoulé depuis la visite d'inspection du 10 janvier, un délai supplémentaire de deux mois est accordé à l'exploitant pour le respect des prescriptions faisant l'objet d'une demande de délai supplémentaire de la part de celui-ci ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société FRANCE PLASTIQUES RECYCLAGE de respecter les prescriptions des articles 1.7.1, 3.2.4.3, 4.3.7, 4.3.9, 7.2.3.1 de l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2014 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

ARRÊTE

Article 1er – La société FRANCE PLASTIQUE RECYCLAGE sise 465 route des Près de la Mer Zone portuaire à Limay (78520), exploitant une activité industrielle de recyclage de plastique à la même adresse, est mise en demeure, de respecter, dans le délai de **quatre mois** à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 7.2.3.1. de l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2014 susvisé, en s'assurant que les zones à risques d'explosion de son installation sont équipées de moyens de sécurité permettant d'éviter la formation d'atmosphères explosives ou inflammables, et d'empêcher l'apparition de sources d'énergie susceptibles de déclencher une explosion, impliquant :

- la réalisation d'études complémentaires d'adéquation des équipements présents dans le local broyeur et la transmission des éléments à l'Inspection des installations classées ;
- la transmission des copies des déclarations de conformité des équipements implantés dans les zones ATEX.

La transmission du registre de traçage des vérifications périodiques liées à la maîtrise du risque ATEX relatif aux documents exigés au chapitre 4.2 "Gestion du risque ATEX" du rapport de la société SOCOTEC Environnement sus-cité est faite dans un délai de **2 mois**.

Article 2 – La société FRANCE PLASTIQUE RECYCLAGE sise 465 route des Près de la Mer Zone portuaire à Limay (78520), exploitant une activité industrielle de recyclage de plastique à la même adresse, est mise en demeure, de respecter, dans le délai de **trois mois** à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 3.2.4.3 de l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2014 susvisé, en se conformant aux valeurs de concentration en COV maximales concernant les rejets atmosphériques de l'installation.

Article 3 – La société FRANCE PLASTIQUE RECYCLAGE sise 465 route des Près de la Mer Zone portuaire à Limay (78520), exploitant une activité industrielle de recyclage de plastique à la même adresse, est mise en demeure, de respecter, dans le délai de **quatre mois** à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 1.7.1 de l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2014 susvisé, en portant à la connaissance du Préfet les modifications notables apportées à ses installations.

Article 4 – La société FRANCE PLASTIQUE RECYCLAGE sise 465 route des Près de la Mer Zone portuaire à Limay (78520), exploitant une activité industrielle de recyclage de plastique à la même adresse, est mise en demeure, de respecter, dans le délai de **deux mois** à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions des articles 4.3.7. et 4.3.9. de l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2014 susvisé, en se conformant aux valeurs de température et de débit maximales concernant les rejets aqueux de l'installation.

Article 5 – Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1 à 4 ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement. Conformément au dernier alinéa de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, celles-ci pourront être publiées sur le site internet des services de l'État dans le département des Yvelines pour une durée de **5 ans**.

Article 6 – Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans le délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté. La juridiction peut être saisie au moyen de l'application Télérecours Citoyen (<https://citoyens.telerecours.fr/>).

Article 7 – Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Yvelines pendant une durée minimale de deux mois.

Copie en est adressée :

- au secrétaire général de la Préfecture des Yvelines,
- au sous-préfet de Mantes-la-Jolie,
- au maire de la commune de Limay
- à la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports,

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 17 mars 2025

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice,
Pour la Directrice et par subdélégation,
la chef de l'unité départementale,


Delphine DUBOIS